


INFO-COURRIEL Octobre 2009

Dans l'actualité

Regard sur le marché de l'emploi

 Les plus récentes données sur l'emploi de Statistique Canada démontrent que l'emploi a progressé pour un deuxième mois consécutif en septembre au Canada. En effet, selon l'*Enquête sur la population active*, le Canada a connu en septembre une hausse de 31 000 emplois en raison d'une forte poussée du travail à temps plein. Le taux de chômage a diminué de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 8,4%. Il s'agit de la première baisse mensuelle du taux de chômage depuis le début du mouvement de repli du marché du travail à l'automne 2008. La croissance de l'emploi s'est principalement manifestée dans le secteur de la fabrication, soit la première hausse importante depuis février 2009.

Au Québec, Statistique Canada, a annoncé une baisse du taux de chômage de 0,3 point de pourcentage passant de 9,1% à 8,8%. Selon Claude Piché, journaliste économique de La Presse, cette baisse du taux de chômage ne fait que cacher une réalité plus inquiétante. En effet, bien que l'économie québécoise ait gagné 8000 emplois à temps plein, 12 000 emplois à temps partiel ont été éliminés en septembre, de sorte qu'au total, 4 000 travailleurs de plus se retrouvent au chômage. Pourquoi une baisse du taux de chômage? Parce qu'en plus des 4000 québécois qui ont perdu leur emploi, 12 000 chercheurs d'emploi ont baissé les bras et sont allés rejoindre les rangs des chômeurs découragés et des personnes bénéficiant de l'assistance sociale.

Pour en apprendre davantage consultez l'article de la presse intitulé [Sombres nuages](#) de Claude Piché.

Pour prendre connaissance des détails des statistiques sur l'emploi, consultez l'édition de septembre de [l'Enquête sur la population active](#).

De l'information sur l'emploi livrée à tous les résidents de Montréal-Nord

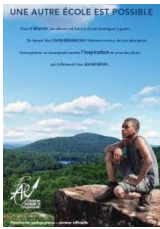


C'est le 16 octobre qu'était lancé, dans l'arrondissement Montréal-Nord, le premier numéro du bulletin *Au boulot* et sa vitrine internet [au-boulot.com](#). Initiative d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal et de l'organisme Montréal-Nord en santé, *Au boulot* est un bulletin d'informations qui a pour but de faire découvrir à tous les résidents de Montréal-Nord les ressources et les services offerts en employabilité sur leur territoire, en plus de faire connaître les possibilités de carrière et les métiers en demande.

Les huit numéros du bulletin *Au boulot*, qui seront distribués à domicile tout au cours de l'année, constituent une première sur ce territoire en terme d'accessibilité de l'information des ressources locales en emploi mises à la disposition des citoyens. Le site Internet, au-boulot.com en ligne pour la durée du projet, servira de relais vers ces ressources.

Pour consultez les ressources en emploi de l'arrondissement Montréal-Nord, visitez le site internet www.au-boulot.com

Une autre école est possible



Telle est la devise de la plateforme pédagogique de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE) présentée le 30 septembre dernier. Basée sur une large consultation du personnel enseignant, la plateforme pédagogique est une alternative à la réforme de l'éducation entamée il y a une dizaine d'années au Québec, réforme imposée et très souvent critiquée par le personnel enseignant. Cette démarche constructive s'appuie sur les expériences professionnelles des enseignantes et enseignants qui expriment, pour la première fois, leur vision de l'éducation.

Selon la FAE, cette plateforme apporte des réponses concrètes au sujet des programmes de la formation générale des jeunes, de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, en passant par l'autonomie professionnelle, par l'évaluation des apprentissages, par la formation des maîtres et les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage.

Parmi les propositions de cette plateforme pédagogique, on retrouve entre autres le retour aux connaissances dans les programmes, un ajustement de l'évaluation des apprentissages (contenu de l'évaluation, notes, moyenne, bulletin, règles de passage, etc.), l'annualisation du contenu et de l'évaluation des apprentissages, le maintien de classes spécialisées ainsi que l'intégration de mesures de soutien tant pour le personnel enseignant que pour les élèves.

À l'heure où le décrochage scolaire fait la manchette, la plateforme pédagogique met de l'avant une vision qui permet d'intervenir en amont de certaines difficultés menant au décrochage. En ce sens, la FAE invite le gouvernement du Québec et la population à s'approprier cette plateforme et à en appuyer la mise en œuvre.

Consultez la plateforme pédagogique de la FAE dans sa [version complète](#) ou dans son [format abrégé](#).

Le projet de loi C51 : les groupes de femmes sonnent l'alerte



Quatorze groupes de femmes, dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ), l'Afeas (Association féminine d'éducation et d'action sociale) et le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) ont sonné l'alerte le 9 octobre dernier concernant le projet de loi C51 de Loi portant sur l'exécution de certaines dispositions du budget

Cachés parmi un grand nombre de programmes budgétaires, dont le fameux crédit d'impôt pour la rénovation domiciliaire, une vingtaine d'articles du projet de loi C-51, actuellement devant le

Parlement canadien, visent à réformer de façon majeure le Régime de pensions du Canada (RPC). Parmi ces mesures, non débattues publiquement, on prévoit couper les rentes de retraite de 2 à 9 % pour celles et ceux qui désirent prendre leur retraite avant 65 ans. « Les groupes de femmes québécois demandent aux partis d'opposition, particulièrement au NPD qui s'apprête à appuyer ce projet de loi, de demander le retrait du projet de loi C-51, les articles qui touchent le RPC et de tenir une commission parlementaire sur cette question.

Au moment où le Québec vient de terminer une consultation sur un document qui propose des coupures pour le Régime de rentes du Québec (RRQ), on craint que la province suive la même tendance que le gouvernement fédéral.

Pour plus de détails, consultez le [communiqué de presse](#) émis par les groupes de femmes à cet effet.

Lancement officiel du régime de retraite communautaire : pour une retraite sans mauvaise surprise



Le 1^{er} octobre dernier, Relais-Femmes et le Centre de formation populaire (CFP) présentaient officiellement le *Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes*. Ce lancement officiel fut également l'occasion de dévoiler le nouveau site internet du régime mis à la disposition des ses membres et du grand public.

Mis sur pied il y a un an, ce régime poursuit l'objectif d'assurer la sécurité du revenu des travailleuses et des travailleurs des organismes communautaires au moment de leur retraite, compte tenu notamment du montant modeste des prestations provenant des régimes publics. Il vise à éviter que les personnes salariées des groupes communautaires et de femmes, après avoir consacré leur vie à améliorer la qualité de vie des populations et à la défense de leurs droits, ne se retrouvent pas elles-mêmes en situation de pauvreté lors de leur retraite.

Doté d'une approche sécuritaire fondée sur une gestion prudente du risque, le Régime de retraite des groupes communautaires vise à assurer le versement des rentes acquises, éviter toute hausse de cotisation salariale en raison d'un déficit et, dans la mesure où ces deux objectifs sont atteints, assurer le versement régulier de l'indexation tant que la situation financière du régime le permet.

Après un an d'existence, ce projet collectif est devenu un véritable petit bas de laine pour les travailleurs du milieu communautaire, puisqu'il compte 1505 participants, 221 groupes et plus de 2 millions de dollars en caisse. Ces données placent présentement le régime parmi les 108 plus importants fonds de retraite privés au Québec sur près de 3000.

Pour de plus amples informations, consultez le tout nouveau [site internet](#) du Régime de retraite de groupes communautaires et de femmes.

Événements

Semaine québécoise de l'orientation



C'est du 1^{er} au 7 novembre prochain qu'aura lieu au Québec la Semaine québécoise de l'orientation (SQO). À l'occasion de cet événement qui aura pour thématique *Exploiter ses atouts en période d'incertitude*, les conseillers d'orientation présenteront des conférences et des activités publiques gratuites dans plusieurs régions du Québec. Cette semaine de sensibilisation vise à susciter chez les gens un moment de réflexion sur leur situation professionnelle ou scolaire tout particulièrement en cette période de crise économique. Les 17 conférences et activités publiques prévues durant la SQO ont été conçues pour aider chacun à se libérer de l'incertitude afin de reprendre du pouvoir sur sa vie.

Dans le cadre de cet événement, ne manquez pas l'atelier *Inventaire personnel de réussite* organisé par le groupe Conseil St-Denis (G.C.S.D). Présenté par les conseillers d'orientation de l'organisme, cette activité offrira aux participants un accompagnement personnalisé pour les guider dans leur carrière ainsi qu'une démarche pour évaluer l'efficacité de leur recherche d'emploi.

L'activité aura lieu le mercredi 4 novembre prochain de 14h à 16h au 1453 rue Beaubien Est, bureau 302.

Pour vous inscrire à cette activité, communiquer avec le Groupe conseil St-Denis au 514 278-7211.

Pour consultez la liste complète des activités publiques de la SQO ainsi que celle organisées dans les milieux de travail, consultez le micro site de la [Semaine québécoise de l'orientation](#).

Colloque sur les pratiques de revitalisation intégrées : lutte à la pauvreté, les défis d'une collectivité



ÉCOF-CDÉC de Trois-Rivières, la Démarche des premiers quartiers de Trois-Rivières et le Regroupement Québécois de revitalisation intégrée organisent un colloque national sur les pratiques de revitalisation intégrée « outil de lutte à la pauvreté » qui se tiendra les **2 et 3 décembre** prochain à Trois-Rivières.

La revitalisation intégrée se caractérise principalement par la mobilisation concertée de différents partenaires des milieux communautaires, gouvernementaux et de l'entreprise pour revitaliser des communautés en difficulté et ce, dans les différents aspects qui touchent la qualité de vie de la population notamment au niveau économique, social, culturel et environnemental.

C'est un moment privilégié offert aux différents acteurs du développement social, de l'économie sociale, du développement local et du développement économique communautaire pour partager leur expérience et pour susciter différentes réflexions autour de la revitalisation intégrée comme outil de lutte à la pauvreté.

Pour en connaître davantage sur cet événement ou pour vous y inscrire, communiquez avec Catherine Lampron Desaulniers par courriel à catherine.lampron@ecof.qc.ca ou par téléphone au 819.373.1473 poste 2314.

Une première semaine de l'économie sociale pour les régions de Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale



Pour la première fois cette année, les régions de Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale s'unissent afin d'organiser une semaine de l'économie sociale. Organisé par la Table régionale d'économie sociale de Chaudière-Appalaches et le pôle régional de l'économie sociale de la Capitale-Nationale, cette semaine qui se tiendra du 1^{er} au 7 novembre prochain a pour objectifs de faire connaître l'économie sociale et ses entreprises en plus de sensibiliser la population aux retombées économiques et sociales de celles-ci.

Avec un programme de plus de 30 activités qui regrouperont 60 entreprises, les organisateurs de l'événement espèrent un large public. L'événement comprendra des journées portes ouvertes et des visites guidées dans de nombreuses entreprises (centre de tri, ressourcerie, usines, médias communautaires, coopératives de solidarité, etc.), des expositions, des dégustations, des activités d'échange et de formation, une projection de film, un lancement de livre et bien d'autres. Une foire de l'économie sociale se tiendra également.

Pour en apprendre davantage, consultez le [programme](#) complet de la Semaine de l'économie sociale.

Le rendez-vous des générations est lancé!



Sollicité il y a un peu plus d'un an par le Conseil des aînés du Québec pour réaliser une démarche intergénérationnelle de réflexion sur les enjeux du vieillissement de la société québécoise, l'Institut du Nouveau Monde (INM) a lancé à la fin de l'été le Rendez-vous des générations. Cette démarche de participation citoyenne conviviale vise à prendre conscience et comprendre le phénomène collectif du vieillissement démographique, reconnaître ses impacts et renouveler le partenariat social entre les générations.

La proposition de l'INM permet de préparer l'avènement de nouvelles générations qui auront une attitude différente à l'égard du vieillissement, mais aussi à l'endroit des personnes âgées. L'un des buts est de faire évoluer les mentalités pour être en mesure ensuite de faire évoluer la société et les politiques gouvernementales. Il s'agit de passer d'une situation où le vieillissement est perçu comme un problème à une situation où celui-ci sera perçu comme une opportunité.

D'une durée de deux ans (2009 et 2010), le rendez-vous des générations comporte des activités régionales et nationales où des citoyens de tous les âges seront invités à participer. Déployé en quatre étapes, ce débat citoyen mènera à l'automne 2010 à l'adoption de la déclaration des générations. Cet automne, les citoyens sont invités à participer à une première étape intitulée le café des âges, soit des rencontres entre des personnes de diverses générations qui échangent sur leurs préoccupations communes et leurs divergences.

Les cafés des âges de Montréal se tiendront le 3 novembre et le 19 novembre (sur le thème du travail) prochain au pavillon Pierre-Dansereau de l'UQAM. Pour y participer, inscrivez-vous en ligne au <http://generation.inm.qc.ca/institut/21>.

Pour en connaître davantage sur les rendez-vous des générations, consultez la [brochure](#) du résumé de la démarche.

Ça bouge du côté des initiatives à l'emploi dans le Bas St-Laurent

Le Bas St-Laurent est ouvert à toutes les compétences du monde



Dans le cadre de la semaine québécoise des rencontres interculturelles, la Conférence régionale des Élues (CRÉ) a lancé, le 28 septembre dernier, sa campagne *Le Bas St-Laurent : toutes les compétences du monde*.

De concert avec les ministères de l'Immigration et des Communautés culturelles, des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et d'Emploi-Québec, cette initiative met en valeur la contribution des personnes immigrantes au développement des entreprises bas-laurentiennes. Elle vise à sensibiliser les employeurs aux compétences, à la disponibilité et à la volonté d'établissement en région des personnes immigrantes.

Cette campagne touche surtout les entreprises et les organismes du Bas-Saint-Laurent. Elle sera toutefois suivie d'activités promotionnelles auprès des personnes immigrantes et des organismes montréalais susceptibles de promouvoir l'établissement des personnes immigrantes au Bas-Saint-Laurent. Les coûts de cette intervention majeure sont évalués à près de 80 000 \$ et les retombées seront analysées annuellement durant les trois prochaines années.

Jusqu'au 8 novembre, des messages publicitaires sont diffusés aux heures de grande écoute sur les ondes de TVA et à la télévision de Radio-Canada. Pour en apprendre davantage sur la campagne, consultez le www.compétencesmonde.com

Pour connaître tous les détails des emplois disponibles dans la région du Bas St-Laurent, visitez la section emploi de la [vitrine](#) du Bas St-Laurent, une fenêtre internet sur l'économie, le secteur culturel et la cohésion sociale de la population bas-laurentienne.

Un nouveau service spécialisé pour les personnes judiciairisées dans le Bas St-Laurent



Un nouveau service pour favoriser le retour sur le marché du travail des personnes judiciairisées a vu le jour un peu plus tôt cette semaine dans la région du bas St-Laurent. Mis sur pied par l'organisme Service de transition en emploi, ce service nommé Liberté Emploi vise deux volets soit l'accompagnement des personnes judiciairisées et la sensibilisation auprès des employeurs quant à l'embauche de celles-ci. Ce service prévoit venir en aide à au moins 30 personnes durant la prochaine année.

D'après Statistique Canada, près de 3 millions d'hommes et 700 000 femmes avaient un casier judiciaire en 2001. Pourtant au Québec, même si 81% des personnes judiciairisées se disent aptes au travail, seulement 46% occupent un emploi.

Pour connaître les programmes de Service de Transition en emploi consultez leur site internet au <http://www.transitionplus.qc.ca/>

Achetez des mots pour ceux qui n'en ont pas



La Fondation pour l'alphabétisation a lancé le 19 octobre dernier, sa nouvelle campagne de sensibilisation par l'ouverture officielle des portes du site MotsDepot.com. Conçu gracieusement par l'agence Bleublancrouge, ce site vous

permet d'acheter le mot de votre choix afin d'aider ceux qui n'en ont pas. Ainsi, vous pouvez acheter achetez l'Amour, la Paix, l'Été ou la Lune pour seulement 5 \$!

L'initiative tient en deux objectifs : faire connaître davantage la cause de la fondation et récolter des fonds. Tous les dons recueillis seront remis à la Fondation pour l'aider à accomplir sa mission.

Pour acheter les mots et appuyer la fondation rendez-vous sur le site de MotsDepot.com

Nouvelles de nos membres et partenaires

L'ICÉA lance une vaste consultation sur les enjeux de l'éducation et de la formation des adultes



Suite à sa 63^{ème} assemblée générale annuelle, l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA) a amorcé le 15 octobre dernier un vaste processus de consultation sur les enjeux incontournables qui marqueront l'éducation et la formation continue des adultes au cours des cinq prochaines années. Désireux d'entendre ses membres et partenaires sur leurs attentes en lien avec ces enjeux, l'ICÉA a tenu un premier atelier prospectif pour dégager des perspectives d'action qui seront au cœur de sa planification stratégique 2010-2015.

Pour l'occasion, deux conférenciers de renom, M. Claude Béland, avocat et ancien président du Mouvement Desjardins, et M. Yves Otis, historien de formation et cofondateur de Percolab, ont été invités à réagir au portrait proposé et à partager leur vision sur deux dimensions particulièrement importantes de l'éducation et la formation des adultes, à savoir l'éducation à la citoyenneté et l'intégration des technologies de l'information et des communications (TIC) dans le milieu de l'éducation des adultes.

Pour plus de détails sur cette activité, consultez le cahier d'animation de l'atelier de consultation sur les enjeux incontournables de l'éducation des adultes 2010-2015 disponible sur le [site web](#) de l'ICEA

Deux lancements pour le CSMO-ÉSAC

Lancement de l'enquête Les Repères en économie sociale et en action communautaire. Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre.



Dans le cadre de son assemblée générale annuelle, le comité sectorielle de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) a lancé, le 16 octobre dernier, l'enquête *Les Repères en économie sociale et en action communautaire. Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre.*

Sous la direction de Linda Binhas, cette enquête démontre qu'au cours des trois dernières années, 51% des organisations du secteur ont rencontré des difficultés à pourvoir un ou plusieurs postes. Plus de la moitié des gestionnaires (60%) du secteur d'emploi de l'action communautaire et de l'économie sociale se disent préoccupés par la question de la relève dans le secteur, prévoyant, par ailleurs, la plus importante vague de départs dans un horizon de deux

ans. Plus du tiers (34%) des organisations envisagent l'embauche de nouvelles ressources humaines dans le courant de la prochaine année.

Par ailleurs, les organisations du secteur se sont dotées de stratégies visant la rétention de leur main-d'œuvre autant que l'attraction de nouvelles ressources humaines. On parle alors d'une diversification du travail et des responsabilités, d'une flexibilité des horaires, d'une adaptation des profils de postes et de parrainage, pour ne nommer que quelques-uns des moyens mis en place pour contrer la vague massive de départs.

Pour connaître tous les détails sur la situation de la main-d'œuvre dans le secteur de l'économie sociale et de l'action communautaire, consultez [l'enquête](#) complète.

Lancement de la norme et du programme d'apprentissage en milieu de travail pour le métier de préposé d'aide à domicile



Le comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMO-ÉSAC) vous invite également au Lancement de la norme et du programme d'apprentissage en milieu de travail pour le métier de préposé d'aide à domicile. La conférence de presse ainsi que les activités de lancement auront lieu le 10 novembre prochain à 10h au 82 rue Sherbrooke Ouest à Montréal.

Confirmez votre participation au téléphone au 514 259-7714 ou au 1 800 259-7714 poste 21 ou par courriel à info@csmoesac.qc.ca

Formations

Participez aux formations d'animatrices et d'animateurs de « Nos compétences fortes »



Vous désirez favoriser l'*empowerment* et l'intégration sociale et professionnelle des clientèles de vos organismes? En tant qu'employeur, vous avez le désir de motiver vos troupes et de favoriser une approche de reconnaissance entre les pairs? La formation d'animatrice et d'animateur de la démarche de nos compétences fortes saura répondre à vos besoins. Lancée en 1995 par l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes, « *Nos compétences fortes* » est une démarche de formation qui explore l'univers des compétences génériques. Elle permet à des personnes peu ou pas à l'aise avec l'écrit de prendre conscience de façon positive de leurs compétences acquises dans l'action.

L'ICÉA vous propose trois moments de formation soit les 12 et 13 novembre 2009, les 21 et 22 janvier 2010 et les 22 et 23 avril 2010. La formation est dispensée au coût de 425\$ par participant et est admissible au 1 % dans le cadre de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.

Pour vous inscrire ou pour de plus amples informations, communiquez avec Mme Lise Arguin au 514 948-2044, poste 228 ou à largin@icea.qc.ca ou visiter la page Web de [«Nos compétences fortes»](#).

À l'international

Forum mondial sur l'éducation



C'est du 23 au 27 novembre prochain que se déroulera le Forum Mondial de l'Education (FME), mouvement en faveur de la citoyenneté et du droit universel à l'éducation. C'est le Brésil qui accueillera cette année le Forum mondial de l'éducation qui aura pour thème l'éducation professionnelle et technologique.


Étudiants, enseignants, chercheurs, travailleurs, gouvernements, syndicats, associations et autres organisations de la société civile à travers le monde participeront à cet événement qui attend 5000 personnes. La programmation sera divisée en trois thèmes. Le premier traitera de l'éducation, de l'emploi et du développement durable, le second portera sur l'éducation, la culture et l'intégration et le troisième permettra de débattre de l'éducation, de l'éthique, de l'intégration et de la diversité.

Le principal objectif de l'initiative est de soulever des propositions qui seront intégrées sur la plateforme mondiale de l'éducation.

Pour en découvrir davantage sur le FME, consultez la [programmation](#) en ligne.

Publications

Un nouveau rapport souligne le rôle de la formation en milieu de travail et de l'apprentissage chez les adultes dans la prospérité du Canada

 Le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) vient de publier un rapport qui se penche sur l'apprentissage chez les adultes et la formation en milieu de travail au Canada, ainsi que sur leur incidence sur la prospérité socio-économique du pays.

Intitulé *Assurer la prospérité grâce à l'infrastructure humaine canadienne : L'état de l'apprentissage chez les adultes et de la formation en milieu de travail au Canada* le rapport examine comment les investissements auprès des travailleurs qualifiés peuvent créer des effets encore plus importants et durables que ceux en matière d'infrastructures routières, de construction ou d'équipement. En fait, le rapport révèle que les investissements humains seraient trois fois plus profitables pour la croissance économique à long terme.

À l'instar des autres pays, le Canada possède une force économique qui repose sur sa capacité à se doter d'une main-d'œuvre souple et qualifiée, capable de s'adapter aux constants changements économiques et sociaux à l'échelle mondiale. La détérioration du marché de l'emploi au Canada, les nombreuses pertes d'emplois, les fermetures d'usines, le gel des salaires et les restructurations sont autant de conséquences liées à la récession mondiale et démontrent la nécessité de renforcer une telle capacité. Malheureusement, comme le souligne le rapport, les budgets alloués à la formation en milieu de travail sont souvent les premières victimes des crises économiques, alors que c'est justement à ces moments-là qu'il faudrait investir dans la formation.

[*Assurer la prospérité grâce à l'infrastructure humaine du Canada*](#) est le second rapport thématique du CCA à analyser la situation de l'apprentissage chez les adultes et la formation en

milieu de travail au Canada. Le premier rapport, [Libérer le potentiel des Canadiens](#), a été publié en 2007.

À découvrir à la radio

Classe économique sur Radio-Canada.ca



Chaque jour de la semaine de 18h30 à 19h00, la première chaîne de Radio-Canada vous présente *Classe économique*, un magazine qui traite des grands enjeux économiques au Canada. L'émission guide les auditeurs à travers les grands courants de l'économie et les questions financières au quotidien, en passant par les sujets qui touchent les entreprises, le monde du travail, la consommation et l'impact des stratégies de nos gouvernements.

Vous pouvez écouter les émissions en direct ou en différée sur internet au http://www.radio-canada.ca/emissions/classe_economique-

La Coalition porte notamment votre attention sur l'émission du 27 octobre 2009 qui trace le portrait de l'augmentation des prestataires de l'assurance-emploi et de l'aide sociale au Québec et traite de la de la réforme du gouvernement fédéral des régimes de retraites privés. [Écoutez](#) l'émission!

Faites-vous entendre!

Votre Coalition est soucieuse de connaître la vie associative de ses membres, leurs réalisations ainsi que l'avancement de leurs projets. À travers notre Info-Courriel, mais aussi la publication de notre Bulletin de liaison, nous souhaitons vous offrir un espace à part entière, une vitrine vous permettant de vous exprimer sur les enjeux qui vous préoccupent. Informez-nous, soumettez-nous vos textes et propositions de collaborations et profitez ainsi du large réseau de diffusion de votre Coalition!

Mylène Leduc
Chargée de projets en communication
mleduc@cocdmo.qc.ca

Martin Frappier
Directeur
mfrappier@cocdmo.qc.ca

Nos coordonnées :
5225, rue Berri, bureau 300
Montréal, (Québec), H2J 2S4
Téléphone : 514.948.0505
Télécopieur : 514.948.0044
www.cocdmo.qc.ca
info@cocdmo.qc.ca